

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
Service Risques et Installations Classées
7, esplanade Jean Moulin
93003 Bobigny Cedex

Bobigny, le 18/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/01/2022

Contexte et constats

Publié sur 

R.A.T.P. CENTRE BUS - EPIC

26 RUE DE LA HAIE COQ
93300 AUBERVILLIERS

Références : -

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/01/2022 dans l'établissement R.A.T.P. CENTRE BUS - EPIC implanté 26 RUE DE LA HAIE COQ 93300 AUBERVILLIERS. L'inspection a été annoncée le 29/12/2021. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est déroulée dans le cadre du programme pluri-annuel d'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- R.A.T.P. CENTRE BUS - EPIC
- 26 RUE DE LA HAIE COQ 93300 AUBERVILLIERS
- Code AIOT dans GUN : 0007402433
- Régime : enregistrement
- Statut Seveso : aucun
- Classement ICPE : 1435-2 (déclaration) ; 2910-A-2 (déclaration) ; 2930-1-a (enregistrement)

La RATP exploite sur son site d'Aubervilliers un centre bus d'environ 55 000 m² dans lequel sont entretenus quotidiennement 270 véhicules. Le site comprend des bâtiments administratifs, une chaufferie gaz, un atelier de maintenance (entretien mécanique, retouches peinture), une zone de distribution de carburant (3 pompes fixes GO et une pompe urée), une machine à laver au défilé (en extérieur) et une zone de remisage des véhicules (en extérieur). Le site dispose également d'un « parc roue », un bâtiment au sein duquel est réalisé le remplacement des pneus des véhicules et qui comprend un stockage de pneus usagés (déménagement de l'activité prévu pour février et déconstruction pour avril-mai 2022). Enfin, le site est équipé d'une station de traitement biologique des eaux industrielles résiduelles (ERI).

Le site est intégré dans une zone présentant essentiellement des activités industrielles et commerciales.

Le site est régulièrement exploité sous l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 mars 1992, complété par l'arrêté préfectoral du 2 août 1999.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative
- surveillance des rejets d'eau résiduels
- produits chimiques
- vérification et maintenance des moyens de lutte contre l'incendie
- conception, vérification et maintenance de la station-service du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Valeurs limites de rejet	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I, article 5.6.	/	Lettre de suite préfectorale
Prévention des pollutions accidentelles	AP Complémentaire du 02/08/1999, article Annexe, condition 9	/	Lettre de suite préfectorale
Rétention de l'aire de dépotage	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I, article 2.9	/	Lettre de suite préfectorale
Rétention des produits dangereux	AP Complémentaire du 02/08/1999, article Annexe, condition 15	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Étiquetage des produits dangereux	AP Complémentaire du 02/08/1999, article Annexe, condition 27	/	
Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 02/08/1999, article Annexe, condition 33	/	
Aires de dépotage ou de distribution	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I, article 5.10.	/	
Propreté de l'installation	AP Complémentaire du 02/08/1999, article Annexe, condition 34	/	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Situation administrative	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-46-23	/	
Flexibles	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I, article 4.9.3.	/	
Dispositifs de sécurité	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I, article 4.9.4.	/	
Cas des stockages enterrés de liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I, article 4.10.2.	/	
Remplissage des réservoirs de liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 18/04/2008, article 11	/	
Jauge des réservoirs de liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 18/04/2008, article 12	/	
Détection de fuite des réservoirs de liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 18/04/2008, article 15	/	
Mise à la terre des équipements métalliques	Arrêté Ministériel du 18/04/2008, article Annexe I, article 6	/	
Récupération des vapeurs liées au ravitaillement des véhicules à moteur	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I, article 6.1.2	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement bien tenu, mais une vigilance accrue doit être apportée par l'exploitant sur le suivi quotidien de ses installations. Beaucoup d'observations et de non-conformités constatées auraient pu en effet être évitées (et ont d'ailleurs été rectifiées pendant la visite ou à peu après) avec un contrôle rapide préalable de l'exploitant avant la venue de l'Inspection.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-46-23
Prescription contrôlée : [...] II.Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. [...]
Constats : Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 11/03/1992 modifié par APC du 02/08/1999. La dernière mise à jour du classement date du 10/12/19 par lettre préfectorale : - 1435-2 (déclaration) : station-service ; 3 pompes de distribution de gasoil = 4887,91 m3/an - 2910-A-2 (déclaration) : installation de combustion ; 10 chaudières au gaz (4*411+4*375+2*406 kW) = 3,21 MW - 2930-1-a (autorisation) : atelier de réparation ; un atelier de 5 611 m ² Un décret du 12/05/20 a par la suite modifié la nomenclature, entraînant un passage de la rubrique 2310-1-a à enregistrement. Un projet de nouvelle autorisation, relative à la création d'une installation de remplissage de gaz naturel pour véhicule (GNV), a été déposé le 3 juillet 2020 par l'exploitant. Cette version initiale a été corrigée deux fois le 22 octobre 2021, mais c'est la version envoyée le 18 janvier 2022 qui est uniquement en cours d'instruction, celle envoyée en décembre 2021 ayant été annulée par l'exploitant par mail du 19 janvier 2022. Lors de la visite, l'exploitant déclare que le nombre et la puissance des chaudières ont diminué, l'installation restant cependant à déclaration. L'exploitant déclare n'avoir plus que 8 chaudières et en avoir changé quelques unes pour des équipements plus efficaces. La modification de l'installation de combustion dans la demande d'autorisation indique 9 chaudières, dont une à 350 kW. Par mail du 21/1/2022, l'exploitant confirme la présence de 9 chaudières au gaz : 4 de 380 kW, 4 de 375 kW et une de 350 kW, soit un total de 3,37 MW. Une deuxième chaufferie localisée sur le parc aux roues comprend une chaudière à gaz de 45 kW, donc non-classable.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018 (rubrique 2910 A2 (D), Annexe I, arti5.6.

Prescription contrôlée :

Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

a) Dans tous les cas, avant rejet dans un réseau d'assainissement collectif :

- pH : 5,5-8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;

- température : < 30°C sauf si la température en amont dépasse 30 °C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés ne doit pas être supérieure à la température de la masse d'eau amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés peut aller jusqu'à 50 °C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau.

[...]

d) Polluants spécifiques : avant rejet dans un réseau d'assainissement collectif urbain ou avant rejet au milieu naturel :

	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite
Cadmium et ses composés* (en Cd)	7440-43-9	1388	0,05 mg/l
Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369	25 µg/l
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	25 µg/l
Mercure et ses composés* (en Hg)	7439-97-6	1387	0,02 mg/l
Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	50 µg/l
Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	50 µg/l
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	7440-47-3	1389	50 µg/l
Sulfates	14808-79-8	1338	2000 mg/l
Sulfites	14265-45-3	1086	20 mg/l
Sulfures	18496-25-8	1355	0,2 mg/l
Ion fluorure (en F-)	16984-48-8	7073	30 mg/l
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8 mg/l

Les substances dangereuses marquées d'une étoile (*) dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.

Ces valeurs limites sont à respecter en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne dépasse le double des valeurs limites de concentration.

Lorsque l'exploitant a recours au traitement des effluents atmosphériques pour atteindre les valeurs limites fixées au paragraphe 6, le préfet peut fixer, par arrêté pris en application de l'article L. 512-12 du code de l'environnement, des valeurs limites différentes ou visant d'autres polluants.

Constats : Une demande de transmission d'un rapport de mesures des eaux résiduaires a été adressée à l'exploitant par lettre préfectorale du 10/12/2019, suite aux résultats non-conformes (en MES (Matière En Suspension) et DCO (Demande Chimique en Oxygène)) transmis par l'exploitant dans son courrier du 2/3/2016. Pour rappel, dans le cadre de la visite de 2015, la Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA) du département de la Seine-Saint-Denis avait transmis un rapport de

visite du 8/12/2014 dans lequel apparaissait des dépassements sur les résultats d'autosurveillance de 2013 en AOX (halogène organique adsorbable) et pH. A noter que le contrôle inopiné eau de 2018 sur le site faisait toujours apparaître une non-conformité en MES.

L'exploitant dispose d'un arrêté d'autorisation de déversement du 28/12/2012 dans lequel figure des paramètres à mesurer qui ne sont pas considérés dans l'arrêté ci-dessus (rapport de biodégradabilité, azote total, phosphore total, détergents anioniques, indice phénols, solvants halogénés, métaux totaux, aluminium + fer et cyanures). Inversement, certains paramètres sont demandés dans l'arrêté ministériel et non dans l'arrêté de déversement (le cadmium, l'arsenic, le mercure, le chrome, le sulfates, les sulfites, les sulfures et l'ion fluorure). De plus, parmi les polluants demandés par les deux arrêtés, les Valeurs Limites d'Emission (VLE) en cuivre, nickel, plomb et zinc sont plus contraignantes dans l'arrêté ministériel que dans l'arrêté de déversement. La DCO, les MES et la DBO (Demande Biologique en Oxygène) sont demandés dans les deux arrêtés, mais l'arrêté ministériel conditionne les VLE associées à un flux minimum de rejet qui n'est pas susceptible d'être atteint par l'exploitant.

Les constats de l'Inspection se sont donc basés sur le maximum de polluants demandé par les deux arrêtés et les VLE les plus contraignantes. Ainsi, dans son rapport de mesure édité par l'Apave le 18/10/2021, suite à une intervention du 20 et 21/09/2021, présenté par l'exploitant, l'Inspection constate d'une part que la mesure ne tient pas compte des paramètres supplémentaires et des VLE plus contraignantes demandés dans l'arrêté ministériel. Ainsi, le cadmium, l'arsenic, le mercure, le chrome, le sulfates, les sulfites, les sulfures et l'ion fluorure n'ont pas fait l'objet d'une mesure par l'exploitant. Le cuivre n'a pas été également mesuré. D'autre part, sur les paramètres mesurés, des dépassements sont indiqués sur le rapport de biodégradabilité (2,52/2,5), l'azote global (211/150 mg/l) et le pH (8,8/8,5). Les valeurs mesurées sur les autres paramètres ne montrent pas de dépassement des VLE les plus contraignantes.

L'exploitant déclare que le problème proviendrait de la stagnation de ses eaux au niveau de son bassin de rétention. Il déclare avoir en conséquence entrepris des travaux de nettoyage et de modernisation de son réseau d'assainissement, avec une réfection de deux séparateurs d'hydrocarbure en amont du bassin et la réalisation d'un nettoyage complet du réseau. L'exploitant présente dans ce sens à l'Inspection un rapport d'audit sur ouvrages d'assainissement édité par la société AVERCE, dont le rapport photo joint est daté de janvier 2022. Ce rapport indique que des travaux de réparation et d'amélioration des séparateurs hydrocarbures ont été effectués sur le site en septembre 2021 par la société JCMUNEREZ. Une nouvelle mesure des rejets d'eaux résiduaires programmée par l'exploitant début février 2022 permettra d'évaluer l'efficacité des nouveaux dispositifs. De plus, l'exploitant déclare avoir installé récemment un nouveau séparateur d'hydrocarbure au niveau du poste de charge et prévoit des travaux de modernisation de son bassin de rétention dans le cadre de sa demande d'autorisation pour la mise en place d'une installation au gaz naturel pour véhicule.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Étiquetage des produits dangereux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/08/1999, article Annexe, condition 27

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques de produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractère très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

[...]

Constats : Lors de la dernière visite du site, en 2015, une non-conformité avait été signalée par l'Inspection sur les Fiches de Données de Sécurité (FDS) et l'étiquetage de fûts de produits dangereux. Les produits concernés étaient le NETAL et le Bonderite. Lors de la visite du 19/1/2022, l'exploitant déclare ne plus utiliser ces produits. L'état des stocks présenté par l'exploitant indique que le premier produit n'est plus en stock depuis le 21/12/2020, tandis que le second ne l'est plus depuis le 4/3/2009. L'Inspection n'a pas constaté la présence sur place de fûts de ces produits.

Concernant le NETAL, l'exploitant déclare ne pas avoir remplacé ce produit depuis son déstockage. Pour le Bonderite, l'exploitant déclare l'avoir substitué par de l'Aqua-Sol Neutra Split. A la demande de l'Inspection, l'exploitant fournit la FDS de ce dernier produit (un dégraissant). Cette FDS a une date de création au 2/11/2015 et une date de révision au 30/5/2017. Le pictogramme de danger correspond à celui de la réglementation en vigueur, la FDS est en français et contient les 16 rubriques réglementaires.

Lors de la visite, l'Inspection constate que le GRV (Grand Récipient pour Vrac) entreposé à proximité de la machine à laver au défilé extérieure dispose de la FDS et de l'étiquetage du produit qui n'est plus utilisé. L'exploitant a par conséquent retiré la FDS et l'étiquetage. Par mail du 21/1/2022, l'exploitant joint une série de photos montrant la FDS de l'Aqua-Sol et l'étiquetage de l'Aqua-Sol sur le GRV de la machine au défilé.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/08/1999, article Annexe, condition 33

Prescription contrôlée :

Sous réserve de dispositions particulières applicables à certaines installations classées, le site doit être doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- deux appareils d'incendie de 100 mm, conforme aux normes françaises S.61-211 ou S.61-213, munis chacun d'un regard de vidange raccordé au réseau d'assainissement. Leur alimentation doit se faire, soit directement à partir du réseau de distribution public, soit à partir d'une conduite privée exclusivement réservée au service d'incendie et équipée d'un compteur agréé pour les branchements de secours. Une dérivation pourvue d'un robinet-vanne cacheté et fermé en temps normal est à exclure.
- des extincteurs portatifs appropriés aux risques à combattre doivent être répartis près des accès et dans les dégagements à raison de 18 litres de produit extincteur ou équivalent par 500 m² de surface pour les locaux d'activité. En outre, la distance maximale pour atteindre l'extincteur le plus proche ne doit pas dépasser 20 mètres.
- un extincteur de type 21 B (à CO₂ par exemple) doit être disposé près du tableau général électrique et près des appareils présentant des dangers d'origine électrique.
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;
- d'un système d'alarme incendie permettant de donner l'ordre d'évacuation ;
- des robinets d'incendie de 40 mm, armés et installés conformément aux normes françaises S.61.201 et S.62.201 ;
- de réserves de matériaux absorbants de qualité et en quantité adaptées au risque, sans être inférieure à 100 litres avec des moyens de projection appropriés ;
- de matériels spécifiques : masques, combinaisons, etc.

Ces moyens de secours doivent être judicieusement répartis et disposés de façon bien visible ; leur accès doit être maintenu constamment dégagé ; leur fonctionnement doit être périodiquement vérifié, au moins une fois par an.

Ils doivent être protégés du gel et le personnel doit être entraîné à leur manœuvre.

Constats : Dans le cadre de la visite, l'exploitant transmet à l'Inspection les documents suivants relatifs aux moyens de lutte contre l'incendie :

- 2 rapports de contrôle des RIA (Robinet d'Incendie Armés) édités par Eurofeu suite à des interventions du 18/6/2020 et 10/6/2021.
- 2 rapports de contrôle des extincteurs édités par Eurofeu suite à des interventions du 18/6/2020 et 14/6/2021
- un rapport de contrôle des Point d'Eau Incendie (PEI) privatifs du site édité par GDI suite à une intervention du 11/6/2021 + fiche d'intervention, éditée par GDI suite à une intervention du 30/6/2021
- un compte-rendu de maintenance préventive du Système de Sécurité Incendie (SSI) édité par DEF le 8/7/2021 suite à une intervention du 15 au 22/6/2021.

Les documents transmis par l'exploitant indique qu'une vérification des moyens de lutte contre l'incendie est effectuée une fois par an.

Concernant les RIA, le dernier rapport en date indique un bon fonctionnement des équipements. Pour les extincteurs, le dernier rapport en date indique un bon fonctionnement général, même si certains extincteurs doivent faire l'objet d'un remplacement. L'exploitant déclare avoir pris en considération le rapport de vérification et remplacer prochainement les extincteurs qui le nécessitent.

Concernant les PEI, l'exploitant dispose sur son site de 3 poteaux. Le dernier rapport en date indique que le poteau 3 doit faire l'objet d'un remplacement d'un bouchon avec purge. La fiche

<p>d'intervention transmise par l'exploitant indique que le remplacement a été réalisé le 30/6/2021. Concernant le SSI, le rapport de vérification n'indique pas de défaut particulier. L'Inspection constate cependant que tous les détecteurs incendie ne sont pas signalés comme testés et qu'aucune mention n'est apposée concernant la vérification ou non des détecteurs du parc aux roues (atelier de récupération, tri et rechapage des pneus usagés de la RATP). L'exploitant déclare que du fait de la déconstruction de cet atelier vers avril ou mai 2022, avec un transfert de l'activité afférente sur le site de Stains vers début février 2022, la vérification des détecteurs n'a pas été effectuée dans ce bâtiment.</p> <p>Lors de la visite, l'Inspection constate la présence d'absorbant à proximité des installations de distribution. Des pelles pour permettre leur utilisation sont présentes dans les bacs d'absorbant. Ces pelles n'étaient pas correctement réparties dans les bacs (présence de deux pelles dans un bac alors qu'un autre n'en disposait pas), mais l'exploitant a rectifié ce point pendant la visite. L'Inspection constate également la présence d'extincteurs et de RIA, bien visibles et facilement accessibles, sauf un RIA dans l'atelier de réparation, encombré par des chariots de ménage. L'exploitant l'a cependant dégagé pendant la visite.</p> <p>Les moyens de secours contre l'incendie seront revus dans le cadre de la demande d'autorisation d'exploiter pour le passage au gaz naturel pour véhicule.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

Nom du point de contrôle : Flexibles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010 (rubrique 1435-2), Annexe I, article 4.9.3.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les flexibles de distribution sont conformes à la norme NF EN 1360 de novembre 2005 [...]. Les flexibles sont entretenus en bon état de fonctionnement et remplacés au plus tard six ans après leur date de fabrication. Dans le cas des installations exploitées en libre-service, les flexibles autres que ceux présentant une grande longueur et destinés au transvasement de gazole et de carburants aviation sont équipés de dispositifs de manière à ce qu'ils ne traînent pas sur l'aire de distribution.</p> <p>Les rapports d'entretien et de vérification seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques. Un dispositif approprié empêche que le flexible ne subisse une usure due à un contact répété avec le sol. Le flexible est changé après toute dégradation.</p> <p>Pour les hydrocarbures liquides, dans l'attente d'avancées techniques, seuls les appareils de distribution mis en place postérieurement au 3 août 2003 et d'un débit inférieur à 4,8 mètres cubes par heure sont équipés d'un dispositif anti-arrachement du flexible de type raccord-cassant.</p>
<p>Constats : Dans la cadre du contrôle de cette prescription, l'exploitant fournit à l'Inspection un rapport de vérification édité par Tokheim Services France suite à une intervention du 6/1/2022, auquel l'exploitant joint une fiche de visite de sa conception dans laquelle le contrôleur a détailler les opérations effectuées. Le rapport indique le remplacement d'un manomètre hors service sur une des pompes. Aucune autre anomalie n'est signalée. Les flexibles de distribution du carburant sont mentionnés avec une date inférieure à 6 ans.</p> <p>Lors de la visite, l'Inspection constate la présence d'un marquage "EN 1360" sur les flexibles de distribution de carburant. Les dates inscrites sont inférieures à 6 ans. Les parties de flexibles touchant le sol sont équipés d'une deuxième gaine amovible pour les protéger du frottement. Une des gaines de flexible présente cependant une déchirure près du pistolet. L'exploitant a par la suite procédé au changement du flexible, d'après le rapport d'intervention édité par Tokheim Services suite à une intervention le 20/1/2022 (rapport envoyé à l'Inspection par mail du 21/1/2022).</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Nom du point de contrôle : Dispositifs de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I, article 4.9.4.
Prescription contrôlée : Dans le cas des installations en libre-service, l'ouverture du clapet du robinet et son maintien en position ouverte ne peuvent s'effectuer sans intervention manuelle. Toute opération de distribution est contrôlée par un dispositif de sécurité qui interrompt automatiquement le remplissage du réservoir quand le niveau maximal d'utilisation est atteint. [...] Pour les cas d'une exploitation en libre-service sans surveillance, l'installation de distribution est équipée : <ul style="list-style-type: none">- d'un dispositif d'arrêt d'urgence situé à proximité de l'appareil permettant de provoquer la coupure de l'ensemble des installations destinées à la distribution ;- d'un dispositif de communication permettant d'alerter immédiatement la personne désignée en charge de la surveillance de l'installation. [...]
Constats : L'exploitant déclare que son installation de distribution de gasoil est réservée à son personnel et que celui-ci est formé à son utilisation. Un système de badge et de code permet de connaître les bus remplis et le chauffeur qui l'utilise. L'installation est également sous la surveillance d'un personnel dédié, situé dans un local adjacent. Lors de la visite, l'exploitant fait la démonstration à l'Inspection du bon fonctionnement de l'arrêt automatique de remplissage de carburant sur un bus. L'Inspection n'a rien à signaler.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Cas des stockages enterrés de liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, Annexe I, article 4.10.2.
Prescription contrôlée : Les réservoirs enterrés et les tuyauteries enterrées associées, même non classés, respectent les prescriptions édictées dans l'arrêté du 18 avril 2008 susvisé.
Constats : L'exploitant dispose sur son site de trois cuves de gasoil enterrées alimentant les trois pompes de distribution de la station-service du site. Les prescriptions contrôlés sur l'arrêté de 2008 par l'Inspection n'amènent de remarques particulières (voir détail dans les fiches dédiées à ces prescriptions).
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Remplissage des réservoirs de liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/04/2008 relatif aux réservoirs enterrés associés à des stations service classées, article 11
Prescription contrôlée : Toute opération de remplissage des réservoirs est contrôlée par un dispositif de sécurité qui interrompt automatiquement le remplissage lorsque le niveau maximal d'utilisation est atteint. [...] Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice de remplissage du réservoir est mentionnée, de façon apparente, la pression maximale de service du limiteur de remplissage lorsque le remplissage peut se faire sous pression. Il est interdit de faire subir au limiteur de remplissage des pressions supérieures à la pression maximale de service.
Constats : Dans le cadre de la visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection un certificat de conformité édité par la société Chantiers d'Aquitaine le 30/09/08. Le certificat atteste de l'installation d'un limiteur de remplissage conforme à la norme NFM88-502 sur les cuves de stockage de gasoil. Lors de la visite, l'Inspection constate la présence de la mention d'une pression maximale au niveau d'une bouche de dépotage d'une cuve de gasoil. La mention indique 4 bar.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Jauge des réservoirs de liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/04/2008, article 12
Prescription contrôlée : Chaque réservoir est équipé d'un dispositif permettant de connaître à tout moment le volume du liquide contenu. Ce dispositif est indépendant du limiteur de remplissage mentionné à l'article 11 du présent arrêté.
Constats : L'exploitant déclare que les cuves sont reliés à un dispositif permettant d'imprimer à tout moment sur un ticket la quantité de carburant présent. Une démonstration de fonctionnement est réalisée devant l'Inspection, à laquelle il remet un ticket avec les volumes remplis et la capacité maximale des 3 cuves.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Détection de fuite des réservoirs de liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/04/2008, article 15
Prescription contrôlée : [...] Les alarmes visuelle et sonore du détecteur de fuite sont placées de façon à être vues et entendues du personnel exploitant. Le système de détection de fuite est contrôlé et testé, par un organisme « accrédité » conformément aux dispositions décrites à l'article 8 du présent arrêté, dès son installation puis tous les cinq ans. Le résultat du dernier contrôle ainsi que sa durée de validité sont affichés près de la bouche de dépotage du réservoir. Entre deux contrôles par un organisme agréé, le fonctionnement des alarmes est testé annuellement par l'exploitant sans démontage du dispositif de détection de fuite. Un suivi formalisé de ces contrôles est réalisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.
Constats : Dans le cadre du contrôle de cette prescription, l'exploitant fournit à l'Inspection un rapport d'intervention édité par Tokheim Services France suite à une intervention du 6/1/2022 auquel est joint une fiche de visite de la RATP dans laquelle est détaillée les opérations effectuées par l'organisme de contrôle. Il fournit également un bon de commande du 19/01/2022 pour une maintenance et un contrôle des systèmes de détection de fuite des réservoirs par Tokheim Services France. Lors de la visite, l'exploitant déclare effectuer tous les ans en interne le contrôle de détection de fuite des cuves de carburant, mais ne pas effectuer le contrôle tous les cinq ans par un organisme accrédité. L'exploitant présente en conséquence un bon de commande pour effectuer cette maintenance par Tokheim. L'Inspection constate cependant que cette société, accréditée jusqu'au 31/5/2022 par le ministère en charge de l'environnement, a bien contrôlé le système de détection de fuite le 6/1/2022. Lors de la visite, l'exploitant déclenche en mode test l'alarme associée à une des cuves de carburant. L'Inspection constate que le bruit et le signal visuel sont suffisamment perceptibles pour avertir le personnel du site.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Mise à la terre des équipements métalliques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/04/2008, article Annexe I, article 6
Prescription contrôlée : Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes en vigueur.
Constats : Lors de la visite, l'Inspection constate que le câble servant à mettre à la terre le camion de dépotage de carburant est à nu sur une partie de sa longueur. L'exploitant a par la suite fait réparé ce câble.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Récupération des vapeurs liées au ravitaillement des véhicules à moteur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I, article 6.1.2
Prescription contrôlée : Le présent point est applicable aux stations de distribution de carburant de la catégorie B de la nomenclature des installations classées. Les volumes considérés au titre du présent point sont relatifs aux carburants de la catégorie B de la nomenclature des installations classées. Les carburants pour l'aviation ne sont pas concernés. [...]
Constats : L'exploitant déclare ne pas disposer de système de récupération de vapeurs sur sa station de distribution de carburant. Le carburant distribué étant du gasoil, l'exploitant a confirmé que cette prescription n'était pas applicable au site par mail du 21/1/2022 (le gasoil est un carburant de catégorie ICPE C).
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Aires de dépotage ou de distribution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I, article 5.10.

Prescription contrôlée :

Dans le cas où les aires définies en préambule de l'annexe I sont confondues, la surface de la plus grande aire est retenue.

Les aires de dépotage et de distribution de liquides inflammables sont étanches aux produits susceptibles d'y être répandus et conçues de manière à permettre le drainage de ceux-ci. [...]

Toute installation de distribution de liquides inflammables est pourvue en produits fixants ou en produits absorbants appropriés permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus. Ces produits sont stockés en des endroits visibles, facilement accessibles et proches des postes de distribution avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre (pelle,...).

Les liquides ainsi collectés sont traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique. Ce décanteur-séparateur est conçu et dimensionné de façon à évacuer un débit minimal de 45 litres par heure, par mètre carré de l'aire considérée, sans entraînement de liquides inflammables. Le séparateur-décanteur est conforme à la norme en vigueur au moment de son installation. Le décanteur-séparateur est nettoyé par une entité habilitée aussi souvent que cela est nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. L'entité habilitée fournit la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés. Les fiches de suivi de nettoyage du séparateur-décanteur d'hydrocarbures ainsi que l'attestation de conformité à la norme en vigueur sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.

Constats : Lors de la visite, l'Inspection constate que l'aire de distribution de carburant est relativement étanche, bien que des fissures commencent à apparaître à certains endroits. L'exploitant déclare que ces fissures sont situées au-dessus d'une galerie technique étanche, ce qui ne remet pas en question l'étanchéité des lieux. L'exploitant a cependant déclaré à l'Inspection dans un mail du 21/1/2022 que l'étanchéité de la station-service sera revue dans le cadre de sa demande d'autorisation pour le passage au gaz naturel pour véhicule.

L'Inspection constate également la présence d'absorbant à proximité des postes de distribution, répartis dans des bacs visibles et accessibles. Des pelles pour permettre leur utilisation sont présentes dans les bacs. Ces pelles n'étaient pas correctement réparties dans les bacs (présence de deux pelles dans un bac alors qu'un autre n'en disposait pas), mais l'exploitant a rectifié ce point pendant la visite.

L'exploitant fournit à l'Inspection une facture éditée par SARP OSIS IDF le 28/7/2021 suite à un nettoyage des séparateurs d'hydrocarbure du site le 1/7/2021. Un Bordereau de Suivi de Déchet (BSD) associé indique le traitement de 2,7 tonnes de boues hydrocarburées du site le 1/7/2021 par SITREM à Noisy-le-Sec. L'exploitant déclare que le système d'obturateur automatique du séparateur d'hydrocarbure de l'installation de distribution de carburant est vérifié par SARP OSIS en même temps que le séparateur est nettoyé, mais que le prestataire ne le mentionne pas dans son rapport d'intervention. La fiche technique du séparateur, jointe par l'exploitant dans son mail du 21/1/2022, indique toutefois bien la présence d'un obturateur automatique (flotteur).

Par ailleurs, les documents fournis par l'exploitant ne permettent pas de juger en l'état si le séparateur est suffisamment dimensionné par rapport à l'aire de la station-service.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/08/1999, article Annexe, condition 9
Prescription contrôlée : Toutes dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident, tels que rupture de récipients, déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou les milieux naturels (nappe, sol, etc.). Leur évacuation éventuelle après un accident doit se faire, soit dans les conditions prévues aux conditions 10 à 12 ci-dessous, soit comme déchets dans les conditions prévues conformément à la condition 8.
Constats : L'Inspection constate la présence de kits antipollution au niveau de l'atelier de réparation et de l'installation de remplissage de gasoil. Des bacs de sciure sont également disponibles au niveau de l'installation de remplissage de gasoil, bien qu'un des bacs était vide lors de la visite. L'exploitant a par la suite effectué un remplissage de ce bac. L'Inspection constate également qu'un petit train touristique est en cours de maintenance dans la cour du site. L'exploitant déclare permettre au Petit Train de Montmartre de stationner ses véhicules sur le site. L'Inspection constate cependant que la maintenance de ces véhicules ne se fait pas dans des conditions propres à prévenir la pollution des sols et des eaux (pas de dispositif de rétention des produits pouvant être accumulé accidentellement).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Propreté de l'installation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/08/1999, article Annexe, condition 34
Prescription contrôlée : Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Les déchets seront évacués aussi souvent que nécessaire. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
Constats : Lors de la visite, l'Inspection constate la présence de déchets dispersés dans la cour du site, notamment au niveau du regard d'évacuation des eaux pluviales près de la station-service du site. L'exploitant a par la suite envoyé une photo du site par mail du 21/1/2022 montrant le regard d'évacuation nettoyé.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Rétention de l'aire de dépotage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I, article 2.9
Prescription contrôlée : Sauf pour la boutique et le local de réserve annexe, le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Un dispositif empêchant la diffusion des matières répandues à l'extérieur ou dans d'autres aires ou locaux est prévu. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées, ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément aux points 5.5 et 7 de la présente annexe.
Constats : Le regard aménagé devant le poste de dépotage pour récupérer les égouttures de gasoil est remplie d'eau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Rétention des produits dangereux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/08/1999, article Annexe, condition 15
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être muni d'une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilée. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales.</p> <p>La vidange des liquides contenus dans les capacités de rétention doit se faire soit dans les conditions prévues aux conditions 10 à 12, soit comme déchets dans les conditions prévues conformément à la condition 8.</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.</p>
Constats : Lors de la visite, l'Inspection constate la présence de trois fûts d'alcool (lave-glace) de 210 L unitaire (dont un déclaré vide par l'exploitant) sur une rétention mentionnée à 250 L. Les récipients étant de capacité unitaire inférieure à 250 L, admis au transport, et la quantité totale de produit sur la rétention inférieure à 800 L, le volume de rétention disponible devrait être égal à la capacité totale des récipients stockés, soit au moins 420 L.
Par ailleurs, l'Inspection constate qu'une autre rétention située au niveau de l'atelier de réparation est remplie d'eau, rendant le volume pour l'écoulement des produits dangereux indisponible.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale